

DREAL des Pays de la Loire - Unité départementale de la Vendée La Roche-sur-Yon, le 09 Avril 2026
Site Préfecture de la Vendée - 29 rue Delille - CS 60765
85020 La Roche sur Yon cedex
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PIVETEAU BOIS

La Vallée - BP 7
STE FLORENCE
85140 Sainte-Florence

Références : D26.0112
Code AIOT : 0006301560

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement PIVETEAU BOIS implanté La Gauthrie STE FLORENCE 85140 Sainte-Florence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2026 sur les PFAS. Elle traite des suites données par l'exploitant à l'inspection du 9 juillet 2025 et de la gestion des eaux de l'extinction de l'incendie du 13 avril 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIVETEAU BOIS
- La Gauthrie, 85140 Sainte-Florence
- Code AIOT : 0006301560
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Piveteau Bois exploite une scierie de première transformation du bois, dont les installations ont été autorisées en dernier lieu par arrêté préfectoral du 23 mars 2023 complété par arrêté du 28 février 2025.

Le site comprend notamment des installations de travail du bois (rubrique 2410), de broyage/granulation (rubrique 2260-1), de traitement du bois (rubrique 3700), de traitement de déchets non dangereux (rubrique 2791), des stockages de bois (rubrique 1532-2), ainsi qu'une installation autorisée de production d'énergie à partir de CSR (rubriques 2971 et 3520).

Il est visé par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif aux PFAS du fait de son activité de broyage de bois soumise à autorisation au titre de la rubrique 2791. L'unité de granulation (production de granulés de bois) a subi un incendie le 13 avril 2025 au cours duquel des émulseurs contenant des PFAS ont été utilisés par les pompiers en fin d'intervention.

Le contrôle effectué dans le cadre de la présente inspection a porté sur :

- les suites données par l'exploitant aux demandes issues de l'inspection du 9 juillet 2025 (contrôle documentaire),
- le traitement des eaux d'extinction de l'incendie du 13 avril 2025 (contrôle terrain et documentaire).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	3. Cohérence de la liste de PFAS et des analyses	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
4	5. Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois
6	7. Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	2. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective
3	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement, art. L. 181-14	Avec suites, Demande d'action corrective
5	6. Mesures de suppression/réduction	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective
7	Suivi de l'incendie du 13/04/2025 - Évacuation des déchets	AP de Mesures d'Urgence du 16/04/2025, article 9	Avec suites, Demande d'action corrective
8	Valeurs limites d'émissions des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 4.5.2	Avec suites, Demande d'action corrective
9	Rejet eaux traitées de l'incendie du 13/04/2025 - Période de rejet	Lettre du 22/01/2026, article 1	/
10	Rejet eaux traitées de l'incendie du 13/04/2025 - Suivi du fonctionnement	Lettre du 22/01/2026, article 3	/
11	Rejet eaux traitées de l'incendie du 13/04/2025 - Paramètres de suivi	Lettre du 22/01/2026, article 3	/

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
12	Rejet eaux traitées de l'incendie du 13/04/2025 - Fréquence de suivi	Lettre du 22/01/2026, article 3	/
13	Rejet eaux traitées de l'incendie du 13/04/2025 - Respect des VLE	Lettre du 22/01/2026, article 2	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a globalement répondu aux demandes issues de l'inspection du 9 juillet 2025 portant sur la thématique PFAS. Les analyses complémentaires effectuées par l'exploitant ont toutefois été perturbées par les conséquences de l'incendie du 13 avril 2025. Elles ne permettent pas, à ce stade, de mieux cerner l'origine de l'AOF et des PFAS quantifiés lors des campagnes de 2023.

L'exploitant dispose aujourd'hui d'une masse importante d'informations issues de ses investigations, analyses et actions menées depuis 2023 sur le sujet des PFAS. Il doit poursuivre, avec méthode, l'exploitation de l'ensemble de ces données afin :

- d'identifier les investigations complémentaires à réaliser pour mieux cerner l'origine des PFAS et de l'AOF quantifiés en 2023 (localisation des incendies passés, cohérence avec les résultats analytiques sur chacun des bassins versants, ...), tenter de comprendre l'écart important entre l'indice AOF et la concentration totale en PFAS sur certains points de rejet (analyses complémentaires intégrant notamment l'indice AOF, ...), affiner l'estimation des flux massiques en AOF et PFAS de 2023. Il convient, en outre, d'effectuer les 2 campagnes complémentaires sur les rejets des bassins versants BV3 et BV4 qui n'ont pas pu être effectuées fin 2025, faute de rejet ;
- de mettre à jour, le cas échéant, son plan d'actions ;
- d'engager une réflexion sur la mise en place d'une surveillance évolutive, ciblée et proportionnée de certains PFAS et de l'AOF.

L'exploitant est vivement invité à formaliser ce travail.

Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan d'actions visant à réduire et/ou supprimer les émissions de PFAS et de la gestion des suites de l'incendie du 13 avril 2025 au cours duquel des émulseurs contenant des PFAS ont été utilisés, l'exploitant a justifié de l'élimination, dans une installation d'incinération, des déchets de copeaux de bois souillés aux émulseurs. Il a également extrait les sédiments du bassin d'eaux pluviales qui a recueilli, temporairement, les eaux de l'extinction de l'incendie, ces sédiments étant légèrement contaminés à certains PFAS "émulseurs" ; une réflexion est en cours sur le devenir de ces sédiments. Enfin, il a mis en place, depuis le 19 février et après une phase de test, un traitement des eaux de l'extinction de l'incendie. Les résultats reçus au 3 mars 2026 de la surveillance du rejet des eaux traitées montrent, sur les 5 prélèvements effectués entre le 19/02 et le 26/02, que la concentration des 27 PFAS analysés (dont 7 PFAS "spécifiques émulseurs") est inférieure à la limite de quantification du laboratoire certifié (20 ng/L). L'installation a toutefois été mise à l'arrêt depuis le 3 mars, suite à la réception d'un résultat d'analyse montrant une anomalie en DCO sur le rejet (concentration à 150 mg/L pour une valeur cible de 125 mg/L). Des réflexions sont en cours pour y remédier. Environ 70 % des eaux ont été traitées à la date de l'arrêt du traitement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 2. Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2026, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/07/2025• suite qui avait été actée : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
Demande issue de l'inspection du 09/07/2025 : <p><i>L'exploitant doit établir et tenir à jour la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation à partir :</i></p> <ul style="list-style-type: none">- <i>des résultats des campagnes réalisées en octobre, novembre et décembre 2023,</i>- <i>des investigations à mener pour identifier les PFAS présents dans l'émulseur fluoré présent sur site,</i>- <i>des investigations à mener pour identifier, dans la mesure du possible, les éventuels autres PFAS contenus dans les émulseurs utilisés par les pompiers lors d'incendies passés. Ces investigations pourront par exemple s'appuyer sur des analyses complémentaires des rejets en ciblant les PFAS spécifiques aux émulseurs, et notamment au droit des rejets où le paramètre AOF a été mesuré en quantité significative (cf. également point de contrôle n° 8 et 9).</i> <p><i>L'état des lieux doit intégrer la liste des PFAS identifiés comme devant être recherchés dans le cadre de l'action nationale 2025 mousse anti-incendie : 6:2 FTAB, 6:2 FTS, 8:2 FTS, 4:2 FTS, PFOSA, MePFOSA, MeFOSE.</i></p> <p><i>Si cet état des lieux fait apparaître des PFAS qui n'ont pas été analysés lors des campagnes de 2023, de nouvelles campagnes mesures de ces PFAS devront être réalisées.</i></p> <p><i>L'exploitant transmettra l'ensemble de ces éléments en mettant à jour son document de synthèse de la campagne de suivi des PFAS dans le cadre de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.</i></p>
Constats de la présente inspection : <p>L'exploitant a établi une liste de substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées à partir :</p> <ul style="list-style-type: none">- des résultats des campagnes réalisées en octobre, novembre et décembre 2023,- des investigations menées pour identifier les PFAS présents dans l'émulseur fluoré présent sur site : les investigations concluent que cet émulseur (BIO FILM 3S) n'a jamais été utilisé, cette source a donc été exclue ;- des investigations menées pour identifier, dans la mesure du possible, les éventuels autres PFAS contenus dans les émulseurs utilisés par les pompiers lors d'incendies passés. Ces investigations, à ce stade, ont consisté d'une part en l'interrogation du SDIS sur les émulseurs employés, et d'autre part en la réalisation d'analyses complémentaires dans le milieu, sur les eaux souterraines et sur les rejets d'eaux pluviales (cf. point de contrôle n° 2) Concernant le retour du SDIS, ce dernier n'a été en mesure que de répondre pour les émulseurs employés sur le dernier incendie du 13 avril ;- des investigations menées auprès des fournisseurs de produits chimiques : à ce stade de réception par l'exploitant des réponses de ses fournisseurs, ces derniers attestent qu'aucun PFAS

n'est utilisé dans les procédés de fabrication et/ou n'est contenu dans les matières premières entrant dans la composition des produits. C'est notamment le cas des principaux produits de traitement du bois utilisés par Piveteau.

A ce stade des investigations menées par l'exploitant, la prescription est considérée comme respectée.

Il est rappelé que cette liste est évolutive et doit être tenue à jour au fur et à mesure des investigations effectuées et de la mise en œuvre du plan d'actions pour supprimer ou réduire les émissions de PFAS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : 3. Cohérence de la liste de PFAS et des analyses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2026, Recherche de l'ensemble des PFAS mesurables identifiés par l'exploitant

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 09/07/2025
- suite qui avait été actée : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Cette campagne porte sur :

(...)

3° La recherche et l'analyse de toute autre substance PFAS, mentionnée dans la liste établie par l'exploitant selon les dispositions prévues à l'article 2, techniquement quantifiable selon les dispositions prévues à l'article 4, non comprise dans la liste du 2° et susceptible d'être ou d'avoir été présente dans les rejets aqueux de son établissement.

(...)

Demande issue de l'inspection du 09/07/2025 :

L'exploitant a identifié les émulseurs anti-incendie comme sources potentielles. Il doit donc compléter les analyses réalisées par la recherche des PFAS spécifiques émulseurs (6:2 FTAB, 6:2 FTS, 8:2 FTS, 4:2 FTS, PFOSA, MePFOSA, MeFOSE) et demander aux fournisseurs la composition des émulseurs utilisés.

Constats de la présente inspection :

L'exploitant a réalisé des analyses complémentaires :

- dans le milieu : deux campagnes réalisées en octobre et décembre 2025 ;
- sur les eaux souterraines : deux campagnes réalisées en novembre et décembre 2025, sur deux piézomètres, l'un en amont et l'autre en aval du bassin qui a réceptionné les eaux de l'incendie du 13 avril 2025 ;
- sur les rejets d'eaux pluviales : deux campagnes complémentaires réalisées en novembre et décembre 2025. Seuls les rejets des bassins versants BV1 et BV2 ont pu être prélevés (absence de rejet des bassins versants BV3 et BV4).

Les analyses ont porté sur les 20 PFAS cités au 2° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, ainsi que sur les 7 PFAS "spécifiques émulseurs" demandés dans le cadre de

l'inspection de 2025 (6:2 FTAB, 6:2 FTS, 8:2 FTS, 4:2 FTS, PFOSA, MePFOSA, MeFOSE). Ces PFAS figurent bien sur la liste établie par l'exploitant visée au point de contrôle n° 1.

Ces analyses font état de la présence de PFAS "spécifiques émulseurs" (6:2 FTAB et 6:2 FTS), ainsi que du PFBA, PFPeA et PFHxA, ces 5 PFAS n'étant pas forcément tous présents sur chacun des points de prélèvement précités.

Les rejets des bassins versants BV3 et BV4 n'ayant toujours pas pu faire l'objet d'une campagne d'analyses portant sur les PFAS figurant dans la liste établie par l'exploitant visée au point de contrôle n° 1, la prescription n'est pas considérée comme respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Deux campagnes d'analyses a minima des PFAS figurant dans la liste établie dans le cadre du point de contrôle n° 1 doivent être effectuées sur le rejet des bassins versants BV3 et BV4. Bien que non mentionné dans la demande issue de l'inspection de 2025, l'indice AOF mérite d'être inclus dans les paramètres analysés (cf. points de contrôle n° 4 et 6). Pour cela, l'exploitant doit faire intervenir un laboratoire pour effectuer un prélèvement conforme à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 lorsque l'exploitant constate la présence d'un rejet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14

Thème(s) : Actions nationales 2026, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 09/07/2025
- suite qui avait été actée : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en oeuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

Demande issue de l'inspection du 09/07/2025 :

L'exploitant doit identifier les produits pouvant contenir des PFAS, que ce soit dans les produits utilisés sur site, ou dans les émulseurs anti-incendie ayant pu être utilisés. Dans la mesure du possible, l'exploitant doit identifier les molécules PFAS associées aux éventuels produits ou émulseurs anti-incendie utilisés. Cette identification doit permettre des mesures ultérieures de suppression ou réduction des PFAS dans les rejets.

Constats de la présente inspection :

L'exploitant a poursuivi ses investigations (cf. points de contrôle précédents). A ce stade, l'exploitant a identifié les émulseurs anti-incendie ayant été utilisés sur des incendies passés comme source potentielle des PFAS rejetés dans ses rejets d'eaux pluviales. En outre, l'incendie survenu le 13 avril 2025 sur l'unité de granulation a conduit le service départemental d'incendie et de secours à utiliser un émulseur contenant des PFAS en fin d'intervention. Ainsi, les résultats des campagnes d'analyses complémentaires réalisées postérieurement à cet incendie (cf. point de contrôle n° 2) ne permettent pas de savoir si les PFAS "émulseurs" mesurés lors de cette campagne sont en partie issus de l'utilisation d'émulseurs sur des incendies passés ou uniquement de l'incendie du 13 avril 2025.

En tout état de cause, l'exploitant a défini un plan d'actions pour réduire les PFAS issus de l'extinction de l'incendie du 13 avril 2025.

En outre, même si l'émulseur Biofilm 3S présent sur le site n'a pas été utilisé, l'exploitant a prévu son remplacement par un émulseur sans fluor (Ecopol 3N a priori).

A ce stade des investigations réalisées par l'exploitant, il est considéré que l'exploitant a défini un plan d'actions pour réduire et/ou éliminer les PFAS présents sur son site. La prescription est considérée comme respectée.

Il convient toutefois que ce plan soit formalisé. Il doit comporter un échéancier de mise en œuvre, être suivi et tenu à jour au fur et à mesure d'une part des investigations effectuées et d'autre part de sa mise en œuvre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : 5. Mesures d'investigation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2026, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 09/07/2025
- suite qui avait été actée : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Demande issue de l'inspection du 09/07/2025 :

Au vu des concentrations importantes en AOF relevées en octobre 2023 au niveau du point de rejet des eaux pluviales associé au bassin versant n°1, et de l'incohérence avec la somme des PFAS analysés, il est demandé à l'exploitant d'étendre l'analyse dans les rejets à d'autres PFAS (par exemple, certains laboratoires proposent des analyses étendues à plus de 55 PFAS), de même pour les autres points de rejets. De plus, les PFAS spécifiques des mousses anti-incendie, hors ceux compris dans la liste des 20 PFAS cités à l'article 3-2° de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, seront à analyser : 6:2 FTAB, 6:2 FTS, 8:2 FTS, 4:2 FTS, PFOSA, MePFOSA, MeFOSE.

Les résultats des campagnes d'analyses complémentaires seront transmis à l'inspection des installations.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'expliquer les doutes émis sur le calcul du débit qu'il a présenté, et le cas échéant de présenter le mode de calcul modifié utilisé et son estimation du débit évalué corrigé, afin de sécuriser les valeurs de flux massiques.

Constats de la présente inspection :

La poursuite des investigations a été perturbée par la survenue de l'incendie du 13 avril 2025 qui a notamment généré des eaux d'extinction contaminées à certains PFAS "spécifiques émulseurs" : les résultats des campagnes d'analyses complémentaires réalisées postérieurement à cet incendie (cf. point de contrôle n° 2) ne permettent pas de savoir si les PFAS "émulseurs" mesurés lors de cette campagne sont en partie issus de l'utilisation d'émulseurs sur des incendies passés ou uniquement de l'incendie du 13 avril 2025.

Pour ce qui concerne le débit de rejet lors des analyses en PFAS, l'exploitant n'a pas engagé d'actions particulières pour lever les doutes sur les débits estimés des rejets des BV1 et 4.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit poursuivre ses investigations pour mieux cerner l'origine des PFAS quantifiés dans ses rejets d'eaux pluviales lors des 3 campagnes de 2023. Il doit notamment effectuer une campagne de mesure des PFAS et de l'indice AOF sur le rejet des bassins versants BV3 et BV4.

Il peut prioriser ses investigations sur les bassins versants de son site dont les rejets sont caractérisés soit par une incohérence forte entre l'indice AOF mesuré et la concentration totale en PFAS (lorsque la concentration en AOF est de plusieurs ordres de grandeur supérieure à la concentration totale en PFAS), soit par des PFAS marqueurs d'une utilisation d'émulseurs sur des incendies passés. Il peut également refaire l'historique des incendies passés en s'appuyant notamment sur la mémoire des salariés du site (date, secteur concerné, utilisation ou non d'émulseurs par les pompiers, ...) et vérifier la cohérence de cet historique avec les résultats des campagnes de 2023 sur chacun des bassins versants, afin de confirmer son hypothèse sur l'origine des PFAS quantifiés lors des campagnes de 2023.

La contamination potentielle des réseaux de collecte ayant pour exutoire les points de rejets où des PFAS ont été quantifiés devra être investiguée et, le cas échéant, intégrée au plan d'actions.

Il est en outre nécessaire de fiabiliser les estimations des débits des rejets afin de sécuriser les flux massiques en AOF et PFAS mentionnés dans GIDAF. En cas de modification des calculs effectués pour la saisie dans GIDAF des débits associés aux campagnes de 2023, l'exploitant précisera le nouveau mode de calcul (ou de mesure) pour l'estimation du débit rejeté.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites : Demande d'action corrective****Proposition de délais : 6 mois**

N° 5 : 6. Mesures de suppression/réduction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2						
Thème(s) : Actions nationales 2026, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets						
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 09/07/2025 suite qui avait été actée : Demande d'action corrective 						
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...] - gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;						
Demande issue de l'inspection du 09/07/2025 : <i>L'exploitant doit mettre en place des mesures visant à identifier l'origine des PFAS et, le cas échéant, proposer les solutions pour réduire ou supprimer ces polluants (cf demandes formulées dans les points de contrôles précédents 8 et 9). Le cas échéant, la contamination potentielle des réseaux de collecte ayant pour exutoire les points de rejets où des PFAS ont été quantifiés devra être intégrée au plan d'actions.</i>						
Constats de la présente inspection : L'exploitant a mis en œuvre diverses actions pour réduire et/ou supprimer les PFAS issus de l'incendie du 13 avril 2025, ces actions étant considérées comme prioritaires : <ul style="list-style-type: none"> - envoi des copeaux souillés issus de l'incendie dans une installation de traitement des déchets pour élimination (cf. point de contrôle n° 7) ; - confinement puis traitement des eaux d'extinction de l'incendie, ce traitement comportant une étape spécifique pour les PFAS contenus dans ces eaux (cf. points de contrôle n° 9 à 13) ; - extraction des sédiments du bassin d'eaux pluviales (bassin versant BV1) qui a recueilli temporairement les eaux d'extinction de l'incendie ; ces sédiments sont stockés sur une surface bétonnée et les eaux de ressuyage sont récupérées pour être traitées dans l'installation de traitement des eaux d'extinction de l'incendie. Des réflexions sont en cours sur le devenir de ces sédiments. Les campagnes d'analyses réalisées d'octobre à décembre 2025 montrent une réduction des émissions de PFAS (résultats donnés pour les PFAS quantifiés, pour le rejet des eaux pluviales sur le BV1 et pour les eaux souterraines, en amont et aval du bassin de collecte des eaux pluviales du bassin versant BV1) :						
	Rejet eaux pluviales		Eaux souterraines			
	BV1	BV1	PZ3 (Amont)	PZ7 (Aval)	PZ3 (Amont)	PZ7 (Aval)
	13/11/2025	17/12/2025	13/11/2025	13/11/2025	17/12/2025	17/12/2025
6:2 FTS (ng/L)	750	80	<10	210	<10	75
6:2 FTAB (ng/L)	15500	2190	<20	40,7	<10	<20
PFBA (ng/L)	<200	21	<10	15	<10	18
PFPeA (ng/L)	110	30	<10	15	<10	12
PFHxA (ng/L)	62	72	<10	14	<10	14

A ce stade, la prescription est considérée comme respectée. Il convient toutefois de noter que cette considération ne préjuge en rien de demandes qui pourront être formulées dans un autre cadre réglementaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : 7. Mesures de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2026, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 09/07/2025
- suite qui avait été actée : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;

Demande issue de l'inspection du 09/07/2025 :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de poursuivre les prélèvements et analyses pour les PFAS, avec au minimum deux campagnes de mesures complémentaires. Les paramètres à analyser sont au minimum les molécules PFAS que l'exploitant identifiera comme étant potentiellement présentes sur son site, ou ayant été utilisées par le passé lors d'utilisation d'émulseurs anti-incendie, ainsi que les molécules PFAS préconisées au point de contrôle n°9.

Les résultats des campagnes d'analyses complémentaires seront transmis à l'inspection des installations classées.

Constats de la présente inspection :

L'exploitant a réalisé deux campagnes de mesures complémentaires, intégrant les 7 substances PFAS "spécifiques émulseurs", sur les rejets d'eaux pluviales des bassins versants BV1 et BV2. Les rejets des bassins versants BV3 et BV4 n'ont pas pu être prélevés en l'absence de rejet.

L'écart relevé lors de l'inspection de 2025 ne peut donc pas être levé. De plus, il est rappelé que les résultats de ces campagnes complémentaires sur les eaux pluviales doivent être transmises via l'application GIDAF ; il conviendra à ce titre de préciser le débit rejeté lors des prélèvements (mesure ou estimation) étant entendu qu'en cas d'estimation, elle devra être la plus réaliste possible.

Compte tenu des résultats des campagnes de 2023, des campagnes complémentaires de 2025, de la gestion en cours des eaux de l'extinction de l'incendie du 13 avril 2025 (eaux contaminées aux PFAS), des flux massiques évalués en AOF en 2023 et des investigations toujours en cours, une surveillance spécifique des PFAS (et de l'indice AOF) doit être étudiée et le cas échéant, mise en œuvre pour :

- suivre l'évolution de la concentration en PFAS après traitement des eaux de l'incendie du 13/04/2025 sur les bassins versants concernés (a minima BV1),
- justifier l'écart important entre la concentration AOF (qui est un indice exprimé en g de F) et la concentration totale en PFAS (qui est une concentration exprimée en g de PFAS) relevé en 2023 sur certains rejets,
- mesurer l'efficacité du plan d'actions de réduction/suppression des PFAS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Deux campagnes d'analyses des PFAS doivent être effectuées sur les rejets des bassins versants BV3 et BV4 (cf. point de contrôle n° 2). Il est demandé d'y inclure l'indice AOF.

L'exploitant doit engager une réflexion sur la mise en place d'un programme de surveillance de PFAS et de l'indice AOF. Ce programme, qui a vocation à être évolutif et adapté au fur et à mesure des investigations menées et de la mise en œuvre du plan d'actions pour supprimer/réduire les PFAS, peut :

- cibler certains points de rejet,
- cibler certains PFAS,
- proposer une fréquence propre à chaque point de rejet.

En tout état de cause, la construction de ce programme doit s'appuyer sur une démarche méthodique, basée sur l'ensemble des connaissances acquises au travers des investigations, analyses et actions menées à ce jour.

L'exploitant tiendra informée l'inspection des installations classées de l'avancement de ses réflexions et, le cas échéant, du programme de surveillance mis en place.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Suivi de l'incendie du 13 avril 2025 - Evacuation des déchets

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 16/04/2025, article 9

Thème(s) : Autre, Evacuation des déchets post-accident

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 09/07/2025
- suite qui avait été actée : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant procède, sous un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, à l'évacuation et à l'élimination dans des filières autorisées de tous les déchets présents sur le site et issus de l'accident survenu le 13 avril 2025.

L'exploitant fournit au fur et à mesure des opérations d'enlèvement les éléments justifiant du traitement de ces déchets (transmission des bordereaux de suivi des déchets dangereux correspondants).

Les filières de traitement des déchets potentiellement contaminés par des PFAS est soumise à validation préalable de l'inspection.

Demande issue de l'inspection du 09/07/2025 :

L'exploitant transmettra les bordereaux de suivi des déchets dangereux correspondant à l'évacuation des copeaux souillés.

Constats de la présente inspection :

Les déchets de copeaux de bois souillés résultant de l'incendie du 13 avril 2025 ont été évacués puis éliminés ou valorisés par incinération entre le 6 et le 31 juillet 2025. Les 6 bordereaux de suivi de déchets correspondants, pour un total d'environ 95 tonnes de déchets évacués, ont été transmis le 27/10/2025 par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Valeurs limites d'émissions des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 4.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux pluviales

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 09/07/2025
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales rejetées doivent être exemptes de matières flottantes et respecter les valeurs limites suivantes :

Points de rejets	Paramètres	Code SANDRE	Valeurs limites d'émission ⁽²⁾
BV1, BV2, BV3 et BV4 ⁽¹⁾	pH	1302	compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
	Matières En Suspension	1305	100 mg/l si le flux est inférieur ou égale à 15 kg/j, 35 mg/l au-delà
	DCO	1314	300 mg/l si le flux est inférieur ou égale à 100 kg/j, 125 mg/l au-delà
	DBO5	1313	100 mg/l si le flux est inférieur ou égale à 30 kg/j, 30 mg/l au-delà
	Hydrocarbures totaux – HCT	7009	10 mg/l
BV1 et BV2	Cuivre et ses composés en Cu	1392	0,15 mg/l si le flux dépasse 5 g/j
	Cyperméthrine	1140	25 µg/l si le flux dépasse 1 g/j
BV1	Azote global	1551	30 mg/l si le flux supérieur ou égal à 50 kg/j
	Phosphore total	1350	10 mg/l si le flux supérieur ou égal à 15 kg/j
	AOX	1106	1 mg/l si le flux dépasse 30 g/j
	Arsenic et ses composés en As	1369	25 µg/l si le flux dépasse 0,5 g/j
	Cadmium et ses composés en Cd	1388	25 µg/l
	Chrome et ses composés en Cr	1389	0,1 mg/l si le flux dépasse 5 g/j
	Mercure et ses composés	1387	25 µg/l
	Nickel et ses composés	1386	0,2 mg/l
	Plomb et ses composés	1382	0,2 mg/l
	Zn et ses composés	1383	1 mg/l

(1) Jusqu'à la mise en œuvre du relevage vers BV2 mentionné à l'article 4.5.1

(2) le flux mentionné dans cette colonne correspond, pour chaque substance, au flux total émis par les différents émissaires du site

Ces valeurs limites sont complétées, pour les substances incluses dans le programme de surveillance défini en application de l'article 4.5.3 du présent arrêté, par les valeurs limites d'émission définies dans les arrêtés ministériels applicables, notamment dans le 3 et le 4 de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements moyens réalisés sur 24 h.

Demande issue de l'inspection du 09/07/2025 :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les derniers résultats des analyses des rejets des eaux pluviales réalisées afin de justifier de la qualité des eaux rejetées.

Constats de la présente inspection :

Le présent contrôle n'a concerné que le bassin versant n° 1 sur lequel portait le constat de l'inspection de 2025.

Les résultats des analyses du rejet d'eaux pluviales du bassin versant n° 1 ont été transmis via l'application GIDAF. Leur examen montre que :

- le prélèvement du 05/06/2025 révèle une non-conformité sur le paramètre MES avec une concentration mesurée de 530 mg/L pour une valeur-limite à 35 mg/L ; l'exploitant a déclaré qu'il n'a pas trouvé l'origine de cette non-conformité. Le contrôle suivant est conforme,
- le prélèvement du 22/10/2025 révèle des résultats conformes aux valeurs-limites prescrites.

A noter que la concentration en hydrocarbures totaux n'a pas été saisie alors que l'analyse a bien été effectuée selon le rapport "A25.0349.Gauvrie/Prélèvement des eaux pluviales" du 23/12/2025 transmis par l'exploitant via l'application GIDAF (concentration mesurée sur le prélèvement du 22/10/2025 à 0,4 mg/L pour une VLE fixée à 10 mg/L).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rejet eaux traitées de l'incendie du 13/04/2025 - Période de rejet

Référence réglementaire : Lettre du 22/01/2026, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Période de rejet

Prescription contrôlée :

1) Période de rejet

Le rejet temporaire des eaux d'extinction de l'incendie du 13 avril 2025 est interdit sur la période du 1^{er} avril au 31 octobre.

Constats :

Le traitement puis le rejet au milieu naturel des eaux de l'extinction de l'incendie du 13/04/2025 a débuté le 19 février 2026. Le traitement était toujours en cours au moment de l'inspection. Du fait d'une disponibilité de l'installation de traitement plus importante que prévu, l'exploitant envisage la fin du traitement de l'ensemble des eaux vers le 4 mars 2026 (10 jours de traitement).

Le traitement constaté sur le terrain consiste d'une part en un pré-traitement physique (décantation et filtration sur deux filtres à poche au seuil de coupure de 100 µm) puis une filtration sur charbon actif. Il est conforme au dossier de porter à connaissance de l'exploitant.

L'installation fonctionne 24h/24, du dimanche 12h00 au vendredi 12h00.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Rejet eaux traitées de l'incendie du 13/04/2025 - Suivi du fonctionnement

Référence réglementaire : Lettre du 22/01/2026, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi du fonctionnement de l'installation
Prescription contrôlée : Un suivi du fonctionnement de l'installation de traitement, et en particulier de la saturation du charbon actif, est mis en place afin de s'assurer du respect des valeurs limites de rejet. Ce suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce registre intègre les éventuels dysfonctionnements de l'installation de traitement et les actions correctives et préventives correspondantes mises en œuvre.
Constats : L'installation de traitement est équipée de plusieurs capteurs permettant de suivre son fonctionnement. Elle est notamment équipée d'une sonde de niveau sur le bac de reprise (avec sécurité de niveau haut qui arrête l'installation et transmet une alarme vers l'opérateur de l'installation), de capteurs de pression au niveau des filtres poche permettant de suivre les éventuelles pertes de charge, de deux débitmètres (l'un sur les eaux brutes avant traitement, l'autre en entrée de la filtration sur charbon actif). Un prélèvement pour analyse, notamment, des 27 PFAS est effectué tous les deux jours sur l'eau brute, en sortie des 1 ^{er} et 2 ^{ème} filtres à charbon actif, permettant de suivre la saturation de ce dernier (pour le suivi du rejet, cf. points de contrôle suivants). L'installation est supervisable et commandable à distance. Un rapport quotidien du suivi de l'installation est établi. Le rapport du 19 février a été consulté et n'appelle pas de remarque majeure. Aucun dysfonctionnement n'a été relevé par l'exploitant au jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Rejet eaux traitées de l'incendie du 13/04/2025 - Paramètres de suivi

Référence réglementaire : Lettre du 22/01/2026, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Paramètres de suivi
Prescription contrôlée : Le rejet des eaux traitées est surveillé selon les modalités suivantes : <ul style="list-style-type: none">- débit : mesure en continu, avec relevé journalier du volume rejeté ;- point de prélèvement pour analyses : sortie du traitement (rejet au milieu) ;- paramètres analysés : pH, MES, HCT, DCO, AOF et les 27 PFAS ; le 6:2 FTSaM et le 8:2 FTAB font également l'objet d'une analyse s'ils sont présents en quantité supérieure à la limite de quantification dans les eaux à traiter (sur la base des résultats des analyses effectuées pendant la phase d'essai) ; [...]
Constats : Au vu des constats de terrain (débitmètres et point de prélèvement) et du bulletin d'analyse du prélèvement du 19/02/2026, le rejet des eaux traitées est surveillé conformément à la prescription ci-dessus. Pour ce que concerne le 6:2 FTSaM et le 8:2 FTAB, les analyses réalisées pendant la phase de test, en sortie du traitement (4 analyses), montrent une concentration inférieure à la limite de quantification du laboratoire pour ces deux PFAS spécifiques : <ul style="list-style-type: none">- 200 ng/l pour le 6:2 FTSaM ;- 300 ng/l pour le 8:2 FTAB.

Ces limites de quantification restent élevées car il s'agit d'analyses expérimentales (il n'existe pas selon l'exploitant de méthode normalisée pour ces 2 PFAS). Il est noté que ces analyses ont été effectuées par le laboratoire AGROLAB, accrédité par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

L'exploitant a néanmoins prévu une analyse de ces 2 PFAS sur le dernier prélèvement (= dernier jour de traitement) des eaux rejetées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Rejet eaux traitées de l'incendie du 13/04/2025 - Fréquence de suivi

Référence réglementaire : Lettre du 22/01/2026, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de suivi du rejet

Prescription contrôlée :

Le rejet des eaux traitées est surveillé selon les modalités suivantes :

[...]

- fréquence d'analyse : analyse tous les 500 m³ rejetés ou à défaut au bout de 5 jours avec rejet, sur la base d'un prélèvement sur 24 h asservi au débit ou à défaut asservi au temps, réalisé selon les règles de l'art et en conformité à la norme FD T 90-520 et suivantes.

Les analyses des 20 PFAS cités au 2° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 et du 6:2 FTS sont réalisées par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. Pour les PFAS spécifiques émulseurs du tableau de l'article 3, hors 6:2 FTS, les analyses sont effectuées dans la mesure du possible sous accréditation.

L'exploitant doit assurer l'expédition des échantillons de manière à ne pas dépasser le délai maximal de réception de l'échantillon par le laboratoire d'analyse.

Constats :

Au jour de l'inspection, et selon le suivi assuré par l'exploitant, un prélèvement sur 24h proportionnel au temps (le débit étant relativement constant) du rejet des eaux traitées a été réalisé le 19/02 (45 m³ traités), le 23/02 (239 m³ traités) et le 24/02 (850 m³ traités, volume cumulé depuis le 19/02).

La présence du préleveur automatique a été constatée sur le terrain (prélèvement en cours).

Les analyses sont réalisées par AL-WEST B.V. d'AGROLAB, laboratoire accrédité par l'organisme RVA (Danemark). Cet organisme est signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Selon le bulletin d'analyse du prélèvement du 19/02/2026, le pH, les MES, la DCO, les hydrocarbures totaux, les 20 PFAS et 5 des 7 PFAS "émulseurs" sont analysés sous accréditation.

Ce même bulletin d'analyse mentionne les informations suivantes :

- " A réception, la température de l'enceinte de vos échantillons était supérieure à 8°C. Ceci peut affecter la fiabilité de certains résultats " ;
- " Dans les analyses énumérées ci-dessous, il y a des déviations par rapport aux directives de conservation qui peuvent avoir une influence potentielle sur les résultats. La date limite de conservation est dépassée pour les analyses suivantes : Matières en suspension, pH (Lab.), Température. "

L'inspection des installations classées relève que la fiabilité des résultats d'analyse des PFAS, paramètres essentiels dans le suivi du rejet, n'est pas impactée par cet écart relatif à la conservation des échantillons.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à assurer une conservation des échantillons conforme aux directives du

laboratoire jusqu'à réception par ce dernier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Rejet eaux traitées de l'incendie du 13/04/2025 - Respect des VLE

Référence réglementaire : Lettre du 22/01/2026, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE

Prescription contrôlée :

2) Valeurs-limites de rejet

Le rejet temporaire au milieu naturel respecte les valeurs-limites maximales suivantes :

- Débit instantané : 20 m³/h
- pH (code SANDRE 1302) : entre 5,5 et 8,5
- MES (code SANDRE 1305) : 35 mg/L
- Hydrocarbures totaux (code SANDRE 7009) : 10 mg/L
- DCO (code SANDRE 1314) : 125 mg/L
- PFAS : 2 µg/L pour le total des 27 PFAS listés à l'article 8 de l'arrêté préfectoral n° 2025-DCPATE-132 du 16 avril 2025 [...]

En cas de résultat supérieur à l'une des valeurs-limites de rejet fixées au 2) ci-dessus [...], l'exploitant stoppe le rejet au milieu naturel dès réception du résultat et en informe l'inspection.

Constats :

Le respect de la valeur-limite de débit instantané de rejet a été constaté par lecture du débitmètre continu en entrée des filtres à charbon (18,8 m³/h le jour de l'inspection, pour un débit d'eaux pompées dans le bassin de 20,2 m³/h, la différence s'expliquant par les pertes de charge hydraulique).

Le bulletin d'analyse du prélèvement du 19/02/2026, reçu postérieurement à l'inspection, fait état de la conformité du rejet aux valeurs-limites ci-dessus, à l'exception du pH pour lequel une valeur de 9,2 est relevée. Le bulletin d'analyse du prélèvement du 23/02/2026 fait état de la conformité du rejet pour l'ensemble des paramètres ci-dessus.

Il est en outre relevé que la concentration des 27 PFAS analysés est inférieure à la limite de quantification du laboratoire (20 ng/L) pour chacun des 5 prélèvements effectués entre le 19/02 et le 26/02/2026 (pas de résultats reçus, à la date de rédaction du présent rapport, pour les prélèvements postérieurs à cette date).

Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées le 04/03/2026, d'un dépassement de la VLE sur le paramètre DCO sur le prélèvement du 24/02/2025 (150 mg/L pour une VLE à 125). Il a indiqué avoir mis l'installation à l'arrêt (pas de rejet au milieu naturel) depuis le jour où il a pris connaissance des résultats provisoires communiqués par le laboratoire, à savoir le 3 mars.

Il est noté que pour une concentration de 150 mg/L et un débit de 20 m³/h, le flux journalier en DCO rejeté le 24 février est de 72 kg/j. Pour un tel flux, la VLE en DCO prescrite à l'article 4.5.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/03/2023 est de 300 mg/L.

La prescription est considérée comme respectée.

Type de suites proposées : Sans suite